

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 30/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CCMP Dépôt Ouest/EST

150 avenue Yves Farge
ZI des Yvaudières
37700 Saint-Pierre-Des-Corps

Références : VAT20260123
Code AIOT : 0010000683

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2026 dans l'établissement CCMP Dépôt Ouest/EST implanté 150 avenue Yves Farge ZI des Yvaudières 37700 Saint-Pierre-des-Corps. L'inspection a été annoncée le 26/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CCMP Dépôt Ouest/EST
- 150 avenue Yves Farge ZI des Yvaudières 37700 Saint-Pierre-des-Corps
- Code AIOT : 0010000683
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Dépôt pétrolier avec poste de chargement camions

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Entretien des réseaux de collecte	AP Complémentaire du 25/08/2017, article 4.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	6 mois
13	SGS - Suivi des indicateurs	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 7	/	Demande d'action corrective	6 mois
15	SGS - Suite de la revue de direction	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 7	/	Demande d'action corrective	6 mois
16	PFAS - opposabilité des campagnes	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1	/	Demande d'action corrective	2 mois
18	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	
19	Test quipement	Arrêté Ministériel du 03/10/2010,	/	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	de sécurité – NH du réservoir n°24	article 16			
20	Test équipement de sécurité – NTH du réservoir n°24	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 16	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Mise en place du Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8	/	Sans objet
6	SGS - Qualification des modifications	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I - point 4	/	Sans objet
7	SGS - Conception des modifications	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I - point 4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
8	SGS - Gestion des modifications	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I - point 4	/	Sans objet
9	SGS - Préparation et gestion des audits	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 7	/	Sans objet
10	SGS - Les auditeurs	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 7	/	Sans objet
11	SGS – Procédure d’audit	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 7	/	Sans objet
12	SGS - Gestion des résultats de l’audit	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 7	/	Sans objet
14	SGS - contenue de la revue de direction	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 7	/	Sans objet
17	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	/	Sans objet
21	Arrêt d’urgence	AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.16	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/10/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 17/01/2026

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 16 janvier 2026, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que les travaux intégrant la réfection du joint du réservoir 11 ont été effectués. Les photos transmises attestent de la réalisation de ces travaux.</p> <p>Constat du 16/04/2026 : L'écart constaté le 22/10/2025 est levé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Notification des stocks de PFOA

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/10/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 17/01/2026
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 16 janvier 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le devis de la société « Eurofins », relatifs à l'analyse des 7 GRV stockant des émulseurs afin de</p>

déterminer la nature et les PFAS contenus.

L'exploitant informe l'inspection que les échantillons sont partis pour analyse chez « Eurofins » le 30 mars dernier. Les résultats étaient prévus pour le 9 avril mais le laboratoire a pris du retard, après relance, il s'est engagé à une transmission des résultats le 22 avril 2026.

Si les résultats confirment la présence de PFAS, les GRV devraient être envoyés à la destruction. Il n'est plus prévu l'envoi vers un site du groupe qui continuerait à utiliser les émulseurs avec PFAS non encore interdits. Le chef de dépôt souhaite ne plus avoir d'émulseur avec PFAS sur son site, même en GRV, d'autant que la transition avec des émulseurs sans PFAS, sur l'ensemble du réseau de défense incendie du site, a été réalisée en fin d'année 2025.

Constat du 16/04/2026 :

Le constat du 22/10/2025 est maintenu. L'exploitant n'a pas été en capacité de fournir les résultats d'analyses des 7 GRV d'émulseurs stockés sur site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de secours électrique

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/10/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 17/01/2026

Prescription contrôlée :

Art. 56 « Utilités.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à

<p>l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 16 janvier 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, la liste des équipements secourus par chacun des onduleurs. Ainsi, il est possible de savoir exactement ce que secoure chaque onduleur et de connaître approximativement le temps pendant lequel l'onduleur prend le relais, en cas de défaillance du groupe électrogène de secours.</p> <p>Constat du 16/04/2026 : L'écart constaté le 22/10/2025 est levé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Entretien des réseaux de collecte

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/08/2017, article 4.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/10/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 17/03/2026
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositifs de récupération des eaux usagées et égouttures (fosses, réseau, installations de traitement...) sont maintenus en bon état de fonctionnement et font l'objet d'une vérification exhaustive périodique a minima tous les trois ans.</p> <p>Les conclusions et actions correctives menées sont consignées dans un rapport tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 16 janvier 2026, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'il a consulté deux sociétés (SARP/Véolia) et COLAS pour les travaux de reprise des défauts suite à l'inspection des réseaux d'eaux susceptibles d'être pollués.</p>

Au 16 avril 2026, l'exploitant n'a reçu que le devis de COLAS. Dès réception de l'offre de SARP/Véolia, le choix du prestataire sera fait et le plan d'actions permettant de corriger les désordres identifiés sur le réseau de collecte des eaux usagées et égouttures sera rapidement établi et transmis à l'inspection.

Constat du 16/04/2026 :

Le constat du 22/10/2025 est maintenu.

L'exploitant n'a pas été en capacité de fournir le plan d'actions permettant de lever les désordres identifiés sur le réseau de collecte des eaux usées et égouttures. Dès l'établissement du plans d'actions, puis à l'achèvement des travaux, CCMP informera l'inspection des installations classées de la finalisation du plan d'actions.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Mise en place du Système de Gestion de la Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8

Thème(s) : Risques accidentels, SGS

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté.

L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.

Constats :

Par courriel du 9/04/2026, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées :

- la Politique de Prévention des Accidents Majeurs (PPAM), en date du 4 mai 2023 qui s'applique à l'ensemble des dépôts pétroliers du groupe,
- le manuel du Système de Gestion de la Sécurité, en date du 18 avril 2023 (Révision n°8).

Depuis l'acquisition de ce dépôt (ex DPSPC) par CCMP, la Politique de Prévention des Accidents Majeurs (PPAM) du Groupe CIM & CCMP s'applique au dépôt, il n'a pas été nécessaire de la réviser.

La manuel prend bien en compte les 7 volets réglementaires d'un SGS. Le manuel est quant à lui, en cours de révision pour intégrer le site supplémentaire.

Depuis le **1^{er} janvier 2026**, le site CCMP2 Ouest/Est, suit le SGS du Groupe CIM & CCMP suite à l'acquisition du site DPSPC par CCMP, en avril 2025.

Constat du 16/04/2026 :

Absence d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : SGS - Qualification des modifications

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I - point 4

Thème(s) : Risques accidentels, SGS - Conception et gestion des modifications

Prescription contrôlée :

Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés.

Constats :

Pour la gestion des modifications, le Manuel du Système de Gestion de la Sécurité prend en compte dans son chapitre 5.4 « Conception et gestion des modifications », les modifications des installations et des procédés, ainsi que les nouvelles installations ou nouveaux procédés.

L'exploitant a présenté à l'inspection :

- **la procédure sécurité PS1015D (Gestion des Modifications)**, version en date du 19/10/2025.

Cette procédure détaille l'ensemble des étapes à suivre en cas de modification et explicite le rôle de chacun des intervenants. Elle est en cours de révision.

- **son annexe n°1**, donne la liste des critères impliquant une demande de modification, cette liste identifie 12 critères de référence. Cette liste déjà très détaillée est aussi en cours de révision afin de rester conforme à la procédure précitée.

- **la fiche EN016 : Demande de Modification (DM)**

Quand, un projet de modification répond à l'un des critères de l'annexe 1 précitée, le porteur du projet (le demandeur) doit renseigner **la fiche EN016 : Demande de Modification (DM)**. Cette dernière permet de détailler la modification et d'identifier l'ensemble des impacts potentiels de cette modification sur les documents associés (arrêtés préfectoraux, EDD, POI, PSI,...) et sur la

prise en compte des textes réglementaires afférents.

Cette fiche extrêmement détaillée, est aussi en cours de révision. L'exploitant a présenté à l'inspection la version à venir. Elle apportera une amélioration certaine car allégera la fiche existante, et la complètera. A l'aide de cases à cocher, elle établira un plan d'actions mettant en avant les impacts réglementaires, avec les démarches à suivre et les délais associés. Cela permettra au demandeur, avant même le lancement de la modification, de mieux appréhender les délais incompressibles inhérents à la nature de la modification.

La procédure PS1015D (Gestion des Modifications), son annexe 1 et la fiche EN016 : Demande de Modification (DM) seront relus fin avril, pour une mise en service prévue fin mai 2026.

Dans cette révision à venir, le circuit de validation sera optimisé et raccourci, grâce à la mise en place d'un Comité de validation qui permettra une présentation commune du projet de modification, à l'ensemble des valideurs.

Constat du 16/04/2026 :

Absence d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : SGS - Conception des modifications

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I - point 4

Thème(s) : Risques accidentels, SGS – Conception et gestion des modifications

Prescription contrôlée :

Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés.

Constats :

Dans la procédure PS1015D, les modifications sont proposées pas le « Demandeur » qui est le plus souvent le Chef de dépôt, même si les demandes sont issues d'une réflexion commune avec les équipes du dépôt pétrolier.

Dans un premier temps, il est vérifié que le projet de modification répond à l'un des critères de l'annexe 1 de la procédure PS1015D.

S'il n'y répond pas, c'est qu'il ne correspond pas à une modification impactante (exemples : remplacement à l'identique d'un matériel existant, opérations de maintenance et d'entretien,...). S'il répond à au moins un des critères de l'annexe 1, le demandeur doit renseigner la fiche « Demande de modification » qui doit présenter :

1. la description de la modification,
2. les solutions proposées,
3. les avantages de la modification,
4. les inconvénients de la modification,
5. tout document permettant une bonne compréhension de la demande de modification (plans,

schéma de situation, fiche technique,...).

La modification proposée passe par un processus décisionnel qui implique :

- le service SSE (Santé, Sécurité et Environnement),
- les services supports (Services techniques, service SSE)
- les services concernés par la modification qui analyse le projet (Services Travaux neufs, maintenance, qualité, SSE)
- Le Directeur de l'ensemble des dépôts du groupe.

Le processus prévu dans la procédure permet de vérifier l'ensemble des impacts sur les documents se référant à l'installation (arrêtés préfectoraux, EDD, POI, PSI,...).

Constat du 16/04/2026 :

Absence d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : SGS - Gestion des modifications

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I - point 4

Thème(s) : Risques accidentels, SGS - Conception et gestion des modifications

Prescription contrôlée :

Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés.

Constats :

La vérification de la conformité des modifications est assurée conjointement par le chargé de projet et le chef de dépôt. Deux cas de figure peuvent se présenter :

- pour les modifications les plus simples, cette validation donne lieu à l'établissement d'une mise à disposition (EN12),
- pour les gros travaux, la conformité est validée par l'établissement d'un Procès Verbal de réception de travaux et d'une mise à disposition de la modification.

Toute modification d'installation, d'équipement ou d'organisation est réalisée conformément à la procédure « gestion des modifications » et **donne lieu à un réexamen systématique des procédures opérationnelles.**

Toutes les modifications donnent lieu à une information du personnel du site. Elles sont présentées lors d'une réunion mensuelle, lorsque le projet de modification est validé (fiche EN016 : Demande de Modification) et lorsque la mise à disposition est validée (EN12).

Constat du 16/04/2026 :

Absence d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : SGS - Préparation et gestion des audits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 7
Thème(s) : Autre, SGS – audit du SGS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.</p> <p>L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le volet 7 du SGS est traité dans le chapitre 5.8 « Contrôle du Système de Gestion de la Sécurité, audits et revue de direction » du manuel du SGS.</p> <p>Le programme pluriannuel des audits (SMQ, SME et SGS) est élaboré par la coordinatrice qualité du groupe. Il est révisé tous les ans avec attribution des auditeurs pour l'année N. Pour les autres années, les audits sont planifiés sans attribution des auditeurs.</p> <p>Les dépôts pétroliers du groupe sont audités, tous les ans. Cette année, l'audit de CCMP Ouest/Est (ex DPSPC) est programmé au mois de juin. Pour le site nouvellement arrivé dans le groupe, ce 1^{er} audit sera plus poussé et assuré par deux auditeurs internes expérimentés (Responsables HSE et Qualité du groupe).</p> <p>Les audits conjoints SGS, SME et SMQ sont réalisés sur 2 jours. Les 7 volets du SGS ne sont pas vus tous les ans. Les thèmes sont priorisés en fonction des urgences et de l'ancienneté des précédents audits.</p> <p>Les items prioritaires du SGS sont ceux liés à la maîtrise opérationnelle (maintenance, gestion PMII,...). Selon la priorisation, les thèmes sont vus soit tous les 2, 3 ou 5 ans.</p> <p>Les audits externalisées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les audits MMRI qui sont annuels et sous traités à la société EGI, - les audits ISO 9001 et ISO 14001 sont réalisés tous les 3 ans, par LRQA. <p>Le planning des audits est transmis aux audités mais les thèmes abordés ne sont pas</p>

communiqués.

Afin de mener les audits internes au mieux, il existe une trame d'audit interne au groupe, listant tous les thèmes parmi lesquels les auditeurs choisissent.

L'audit terrain est précédé d'une visioconférence de 2 heures qui traite des aspects pilotage, ce qui permet aux auditeurs de se focaliser sur les procédures lors des 2 jours en présentiel.

Constat du 16/04/2026 :

Absence d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : SGS - Les auditeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 7

Thème(s) : Autre, SGS – audit du SGS

Prescription contrôlée :

Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.

L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.

Constats :

Les audits internes du dépôt pétrolier sont réalisés par un binôme d'auditeurs.

Chaque auditeur a obligatoirement suivi un parcours de formation « auditeur interne », qui est assuré par un organisme extérieur.

Chaque auditeur assure a minima 1 audit par an.

Le binôme d'auditeurs est généralement constitué d'un auditeur principal expérimenté (pilote) et d'un auditeur secondaire (observateur).

Les nouveaux auditeurs sont systématiquement accompagnés sur leur première mise en pratique. Ils deviennent auditeurs principaux que sur décision du coordinateur qualité du groupe.

Dans le groupe CIM & CCMP, tous les chefs de dépôt, les adjoints aux chefs de dépôt et les agents des services support : SSE, techniques, travaux, sont formés pour être auditeurs.

Si un auditeur n'a pas audité depuis longtemps, il repasse auditeur secondaire avant de repasser principal.

Les auditeurs internes sont indépendants car ils ne peuvent pas auditer leur site. Les auditeurs externes le sont de fait.

Constat du 16/04/2026 :

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : SGS – Procédure d'audit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 7

Thème(s) : Autre, SGS - audits du SGS

Prescription contrôlée :

Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.

L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.

Constats :

Chaque auditeur interne réalise a minima un audit par an.

Il existe une procédure Audit qui a été présentée à l'inspection. Elle aborde l'Information, la formation et le déroulement d'un audit.

Les audits sur les thèmes du SGS portent à la fois sur l'application des procédures et/ou sur les procédures en elles-mêmes, ce qui permet d'identifier les pratiques qui ont dérivé et/ou les procédures qui ne sont plus adaptées.

Les actions engagées suite à l'audit réalisé l'année N-1 sont systématiquement vérifiées lors de l'audit de l'année N.

Un rapport d'audit est rédigé après chaque audit, il doit être réalisé dans un délai de 2 mois (1 mois pour la rédaction, 1 mois pour la relecture / validation).

Constat du 16/04/2026 :

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : SGS - Gestion des résultats de l'audit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 7

Thème(s) : Autre, SGS - audits du SGS

Prescription contrôlée :

Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.

L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.

Constats :

Le rapport d'audit identifie explicitement :

- les points forts,
- les corrections apportées aux écarts précédents,
- les écarts de l'année N,
- les opportunités d'améliorations, l'audit peut révéler des améliorations à apporter sans qu'il y ait écart.
- les observations / commentaires.

Le chef de dépôt reçoit le compte-rendu de l'audit pour relecture, avant la validation.

Le suivi des écarts (1 ligne par écart) est assuré via un tableau, jusqu'à ce qu'ils soient soldés. Un plan d'action est défini pour chaque écart avec un responsable de l'action, une analyse des risques, un délai, les moyens nécessaires, la preuve de réalisation, des commentaires et la clôture.

Les écarts sont clos au fil de l'eau, lors des réunions mensuelles.

La vérification de la correction de l'écart est vérifiée au cours de l'audit annuel suivant.

Constat du 16/04/2026 :

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : SGS - Suivi des indicateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 7

Thème(s) : Autre, SGS - revue de direction

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.</p> <p>L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.</p>
<p>Constats :</p> <p>2 revues de direction sont organisées par an. Ces revues traitent de : SMQ et SME, Santé/sécurité au travail et SGS. Elles sont communes pour tout le groupe CIM & CCMP.</p> <p>La dernière revue de direction s'est tenue le 1^{er} avril 2026.</p> <p>Des indicateurs globaux sont présentés dans le cadre de cette revue de direction pour la partie SMQ/SME. Néanmoins, les indicateurs spécifiques au SGS ne sont pas clairement identifiés et tous les indicateurs qui permettraient une évaluations des objectifs à la fois de la PPAM et du SGS ne sont pas tous définis.</p> <p>Constat du 16/04/2026 :</p> <p>L'évaluation des objectifs du SGS et de la PPAM est difficilement réalisable car les indicateurs présentés en revue de direction ne sont pas identifiés SGS.</p> <p>L'exploitant doit définir des indicateurs spécifiques au SGS permettant l'évaluation des objectifs et leur suivi dans le temps.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 14 : SGS - contenue de la revue de direction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 7</p>
<p>Thème(s) : Autre, SGS - revue de direction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.</p>

<p>L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Deux revues de direction sont organisées tous les ans. L'exploitant a présenté à l'inspection le support de présentation de la dernière revue de direction.</p> <p>Constat du 16/04/2026 : Absence d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : SGS - Suite de la revue de direction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 7</p>
<p>Thème(s) : Autre, SGS - revue de direction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.</p> <p>L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.</p>
<p>Constats :</p> <p>La présentation faite lors de la revue de direction sert aussi de compte-rendu. Il n'y a pas de compte-rendu spécifique de revue de direction qui permettrait de prendre en compte les commentaires, observations, explications qui auraient pu être émis lors de cette revue.</p> <p>L'absence d'identification des indicateurs spécifiques au SGS rend difficile l'évaluation propre du SGS.</p> <p>Constat du 16/04/2026 : Il n'existe pas de compte-rendu de revue de direction qui permet de prendre en compte les remarques, les échanges, les explications,...qui ont été formulés lors de la revue. Ce compte rendu permettrait d'identifier et tracer des améliorations possibles et participerait à l'amélioration continue des objectifs du SGS et de la PPAM.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 16 : PFAS - opposabilité des campagnes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Le présent arrêté s'applique [...] également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per-ou polyfluoroalkylées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site CCMP 2 Ouest/Est (Ex DPSPC) a utilisé des émulseurs avec PFAS, jusqu'à fin 2025. Dans son système d'extinction incendie, l'émulseur est aujourd'hui sans PFAS. Il a pour référence PROFREE FFF AR 3/3.</p> <p>Avant élimination, il reste encore 7 GRV d'émulseurs sur le site, dont les résultats d'analyse sont attendus d'ici fin avril 2026.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en capacité d'affirmer qu'aucun essai en mousse n'a été réalisé sur le site, ces 10 dernières années.</p> <p>L'exploitant a confirmé qu'aucun événement nécessitant l'usage d'émulseur n'a concerné le site.</p> <p>Constat du 16/04/2026 :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en capacité d'affirmer qu'aucun essai en mousse n'a été réalisé sur le site, ces 10 dernières années.</p> <p>Il va se rapprocher de l'exploitant précédent afin d'obtenir l'historique des exercices, essais durant lesquels une utilisation d'émulseur avec PFAS aurait pu se faire. La localisation des potentielles utilisations d'émulseurs serait un plus afin d'identifier les secteurs du site potentiellement pollués.</p> <p>L'exploitant transmettra l'historique des exercices/essais avec utilisation d'émulseurs à l'inspection dans un délai de 2 mois ou informera l'inspection de l'absence d'essai/exercice avec utilisation d'émulseurs, dans le même délai.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 17 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : Les seuls produits sur site ayant contenu des PFAS sont les émulseurs. L'exploitant dispose des caractéristiques des émulseurs qui ont été utilisés sur le site. Constat du 16/0/2026 : Absence d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une

manière plus générale.

Constats :

L'exploitant actuel est propriétaire du site uniquement depuis avril 2025. Il pense ne pas être concerné par cette prescription. Il va solliciter l'exploitant précédent afin d'obtenir l'historique des exercices, essais durant lesquels une utilisation d'émulseur avec PFAS aurait pu se faire. (cf. écart du point de contrôle n°16 de ce rapport).

Constat du 16/04/2026 :

En l'absence d'éléments précisant la non-applicabilité de la prescription ci-dessus (cf. point de contrôle n°16 du présent rapport), une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS devra être menée sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 19 : Test quipement de sécurité – NH du réservoir n°24

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 16

Thème(s) : Risques accidentels, Mesure de niveau des réservoirs

Prescription contrôlée :

Dans le cas de réceptions automatiques, les réservoirs de liquides inflammables sont équipés :
(.../...)

- d'une sécurité de niveau haut, correspondant au premier niveau de sécurité situé au-dessus du niveau maximum d'exploitation :
 - indépendante du dispositif de mesure de niveau ;
 - installée de façon à pouvoir être contrôlée régulièrement ;
 - programmée pour que l'atteinte du niveau de sécurité haut :
 - génère une alarme visuelle et sonore ;
 - génère l'envoi d'une information vers l'opérateur du transporteur ;
 - stoppe automatiquement la réception, éventuellement de façon temporisée, par action sur la vanne d'arrivée du liquide inflammable ;
 - positionnée de façon à ce que, compte tenu de la vitesse de remplissage et du temps de manœuvre des vannes, la réception de liquides inflammables soit arrêtée dans le réservoir avant que le liquide n'atteigne le niveau très haut même lorsque la temporisation prévue à l'alinéa précédent est mise en œuvre ;
- (.../...)

Constats :

Par sondage, l'inspection a demandé à l'exploitant un test de la sonde du niveau haut (NH) du réservoir n°24, avec simulation d'une livraison TRAPIL.

Lors de l'essai, les alertes sonores et visuelles se sont bien déclenchées. La vanne de réception d'hydrocarbure s'est bien fermée, cependant la temporisation semble un peu plus courte que

celle prévue.

Il y a un défaut de la matrice du bac 24, la vanne d'entrée TRAPIL indiquée n'est pas la bonne (VM032 indiquée sur la matrice au lieu de la vanne VM252). Cela n'a eu aucune incidence en terme de sécurité car dans les faits, c'est bien la bonne vanne qui s'est automatiquement fermée.

Constat du 16/04/2026 :

La temporisation de fermeture de la vanne semble légèrement plus rapide que prévue. L'exploitant vérifiera que cette temporisation est conforme à sa procédure.

Défaut de la matrice du bac 24 qui n'identifie pas la bonne vanne à fermer. L'exploitant corrigera la matrice afin que la bonne vanne soit identifiée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 20 : Test équipement de sécurité – NTH du réservoir n°24

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 16

Thème(s) : Risques accidentels, MMR

Prescription contrôlée :

Dans le cas de réceptions automatiques, les réservoirs de liquides inflammables sont équipés : (.../...)

- d'une seconde sécurité de niveau correspondant à un niveau de sécurité très haut ;
- indépendante du dispositif de mesure de niveau et de la première sécurité de niveau ;
- installée de façon à pouvoir être contrôlée régulièrement ;
- programmée pour que l'atteinte du niveau de sécurité très haut entraîne un arrêt immédiat de la réception par la fermeture de la vanne d'arrivée produit et la fermeture de la vanne d'entrée du réservoir ;
- positionnée de façon à ce que, compte tenu de la vitesse de remplissage et du temps de manœuvre des vannes, la réception de liquides inflammables soit arrêtée avant le débordement du réservoir.

(.../...)

Constats :

Par sondage, l'inspection a demandé à l'exploitant un test de la sonde du niveau très haut (NTH) du réservoir n°24, avec simulation d'une livraison TRAPIL.

Lors de l'essai, les alertes sonores et visuelles se sont bien déclenchées. La vanne de réception d'hydrocarbure s'est bien fermée, cependant la temporisation semble un peu plus courte que celle prévue.

Il y a un défaut de la matrice du bac 24, la vanne d'entrée TRAPIL indiquée n'est pas la bonne. Cela n'a eu aucune incidence en termes de sécurité car dans les faits c'est bien la bonne vanne qui s'est automatiquement fermée.

Constat du 16/04/2026 :

La temporisation de fermeture de la vanne semble légèrement plus rapide que prévue. L'exploitant vérifiera que cette temporisation est conforme à sa procédure. Défaut de la matrice du bac 24 qui n'identifie pas la bonne vanne à fermer. L'exploitant corrigera la matrice afin que la bonne vanne soit identifiée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 21 : Arrêt d'urgence

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.16

Thème(s) : Risques accidentels, Arrêt d'urgence

Prescription contrôlée :

Prescription confidentielle.

Constats :

L'inspection a demandé à l'exploitant de faire un essai des arrêts d'urgence du Poste de Chargement Camions. (PCC)

L'arrêt d'urgence a parfaitement fonctionné conformément à la prescription.

Constat du 16/04/2026 :

Absence d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

